



VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N°9 – Septembre 2021

Sommaire :

● CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT-LOGEMENT2

1. Elections fédérales –résultats serrés et négociations difficiles.....2
2. Le changement climatique, préoccupation majeure des Allemands.....2
3. 6 000 Mds € pour atteindre la neutralité climatique3
4. Vers une commande publique plus durable.....3
5. Les énergies renouvelables électriques en recul début 2021.....3
6. Premier bilan positif de la stratégie hydrogène.....3
7. Un bilan mitigé de la protection des sols 4
8. Vers une stratégie nationale de protection des tourbières.....4
9. Stratégie forestière 20504
10. Vote en faveur de l'expropriation des grands promoteurs immobiliers à Berlin.....4

● TRANSPORTS.....5

1. Discours de la Chancelière lors de l'IAA Mobility à Munich5
2. Daimler investit dans le fabricant de cellules de batteries ACC5
3. Pénurie de puces : fermeture d'une usine Opel jusqu'à début 2022.....5

4. Actions en justice contre les constructeurs automobiles sur le fondement du changement climatique..... 6
5. Hapag-Lloyd achète des parts du port Jade-Weser 6
6. Fin du soutien à l'huile de palme à partir de 2023 6
7. Été positif pour les aéroports allemands mais pertes sur l'année 6
8. 12 projets sélectionnés pour renforcer les transports publics locaux..... 7
9. Lancement chaotique du permis de conduire numérique..... 7

● ENTREPRISES ET INTERNATIONAL..... 7

1. Reprise poussive de la production industrielle allemande..... 7
2. BASF mise une croissance en Chine, et se positionne sur les batteries..... 8
3. Pertes importantes de fonds spéculatifs d'Allianz 8
4. Hella : baisse du chiffre d'affaires en raison de la pénurie mondiale de puces 8
5. VW veut construire une usine de batteries en Chine 8
6. Merck veut accroître ses investissements dans l'électronique..... 8
7. Nouveau contrat entre Rheinmetall et la Bundeswehr..... 9

- NUMERIQUE-INNOVATION9
 - 8. Les premiers projets allemands du PIIEC Cloud ont été sélectionnés9
 - 9. L'autorité fédérale de cybersécurité va enquêter sur Xiaomi9

- 10. Alliance stratégique entre Deutsche Telekom et Softbank.....10
- 11. La plateforme de livraison Getir veut embaucher 10 000 personnes en Allemagne 10

CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT- LOGEMENT

1. Elections fédérales –résultats serrés et négociations difficiles

Les élections fédérales du 26 septembre ont débouché sur un score historiquement serré, avec une courte avance des sociaux-démocrates du SPD (25,7%, soit + 5,4% par rapport à 2017) devant les conservateurs de la CDU/CSU (24,1% soit -8,4% par rapport à 2017). Outre le SPD, les Verts, désormais 3^{ème} force politique du pays (malgré une performance nettement moins forte que prévue au printemps) et le parti libéral FDP voient leurs scores progresser, avec respectivement 14,8% (+5,2%) et 11,5% (+1%). Avec 10,3%, le parti d'extrême droite AfD occupe la cinquième place (-2%), tandis que le parti d'extrême gauche Die Linke, avec 4,9% (-4,2%) sauve sa présence au Bundestag grâce à l'obtention de trois mandats directs. La fragmentation du paysage politique est telle que les discussions pour la formation du futur gouvernement s'annoncent difficiles, même si la volonté d'aboutir à une coalition avant Noël est affirmée. Parmi les coalitions possibles, les options « feu tricolore » (SPD/Verts/FDP) ou « Jamaïque » (CDU –CSU/Verts/FDP), sont privilégiées, tandis que la reconduction de la « GroKo » (Union/SPD) n'est pas envisagée.

Au lendemain des résultats, les négociations pourraient toutefois s'orienter plus vite que prévu vers la configuration « feu tricolore », alors que la CDU/CSU et son candidat Armin Laschet ressortent très affaiblis, contrairement à Olaf Scholz et le SPD. Les Verts et le FDP, qui apparaissent désormais comme les « faiseurs de chancelier », ont engagé des discussions préliminaires avant toute négociation avec le SPD et la CDU. L'option d'une coalition « feu tricolore » est aujourd'hui privilégiée, les Verts et le FDP ayant annoncé le 6 octobre leur intention d'engager des négociations avec le SPD, sans toutefois exclure in fine une alliance avec la CDU-CSU. Alors que la campagne a largement porté sur des enjeux d'avenir (climat, numérique) et les questions économiques et sociales, les discussions devraient porter sur la réalisation effective des engagements climatiques, sociaux et économiques.

2. Le changement climatique, préoccupation majeure des Allemands

Selon une enquête Ipsos réalisée en août auprès de 19 000 personnes dans 28 pays, l'Allemagne occupe la 1^{ère} place du classement des nations les plus préoccupées par le changement climatique : 36 % d'entre elles (contre 15% en moyenne au niveau mondial) considèrent que c'est l'un des trois principaux sujets de préoccupation dans leur pays, soit six points de plus qu'avant les inondations de juillet. Jamais une valeur aussi élevée n'avait été enregistrée. Suivent l'Australie et le Canada (31 % chacun), puis les Pays-Bas (28 %) et la Belgique (27 %). La pauvreté et les

inégalités sociales (38%, contre 31% au niveau mondial) et du COVID (37%) arrivent toutefois en tête des préoccupations allemandes.

3. 6 000 Mds € pour atteindre la neutralité climatique

Selon une étude du cabinet McKinsey, pour atteindre son objectif de neutralité climatique d'ici 2045 et financer notamment la transition énergétique nécessaire, l'Allemagne devra réaliser des investissements à hauteur de 6.000 Mds € (soit environ 240 Mds € par an). Dans le même temps, le rapport pointe qu'une décarbonation réussie pourrait favoriser, pour une très large part, l'emploi et le produit intérieur brut et ainsi se transformer en opportunités pour la création de richesses. Le rapport note toutefois que les investissements (publics comme privés) de substitution représentent environ 5.000 Mds €, tandis que les investissements dans de nouveaux secteurs s'élèveraient à 1.000 Mds €. Une autre étude publiée quelques semaines plus tôt par le think tank Agora Energiewende avait chiffré à 46 Mds € par an jusqu'en 2030 le besoin public en investissements de modernisation, dont 30 Mds € par an à la charge du gouvernement fédéral.

4. Vers une commande publique plus durable

Le 15 septembre, le Conseil des ministres a adopté un règlement administratif qui vise renforcer, au 1^{er} janvier 2022, la prise en compte de la protection du climat dans les marchés publics fédéraux. Principales nouveautés : la prise en compte de l'impact environnemental en terme d'émissions de GES tout au long du cycle de vie ; la définition d'une liste de produits / matériels prohibés car jugés non respectueux de l'environnement (équipements de chauffage/de climatisation dans des espaces extérieurs,

vaisselle et emballages jetable...). Le surcoût attendu pourrait atteindre 300 M€ pour un volume annuel d'achats publics de 100 Mds €.

5. Les énergies renouvelables électriques en recul début 2021

Au cours du premier semestre 2021, la part des énergies conventionnelles (fossiles et nucléaire) a considérablement augmenté et représente 56 % de la production d'électricité, contre 44% pour les EnR selon l'institut Fraunhofer ISE. À la même période l'année dernière, les EnR étaient pourtant en tête, avec 52 %. Les centrales au charbon, en particulier, ont enregistré des gains importants, passant d'une part de 21 à 27 %. Le principal facteur ne serait pas à chercher du côté de la hausse de la consommation d'électricité post-covid (elle n'a augmenté que de 249 à 259 TWh en comparaison semestrielle), mais plutôt des conditions météorologiques : avec un vent plutôt limité, la part de l'énergie éolienne a fortement diminué, passant de 29 à 22 %. Toutefois, la part des EnR jusqu'à septembre était tout de même de 48 %.

6. Premier bilan positif de la stratégie hydrogène

En juin 2020, le gouvernement fédéral adoptait une stratégie nationale pour l'hydrogène, visant à créer un marché pour l'H2 vert et ses dérivés afin de réduire les émissions de CO2. A l'occasion de la sortie d'un rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la stratégie, le Gouvernement s'est félicité de plusieurs avancées. Dans le cadre des "Projets importants d'intérêt européen commun" (PIIEC), le gouvernement a financé, aux côtés des Länder, 62 projets dans le domaine de l'hydrogène, principalement dans l'industrie et les transports sur l'ensemble de la chaîne de valeur, pour un montant total de 8 Mds € (33 Mds € d'investissements). Afin d'amortir les surcoûts

actuels de l'H2 vert et de soutenir une montée en puissance rapide du marché, le gouvernement travaille par ailleurs sur différents programmes de financement de la décarbonation de l'industrie, à travers notamment des "Carbon Contracts for Difference", qui devraient démarrer en 2022. De plus, les électrolyseurs seront exemptés de la surtaxe EEG. Enfin, plusieurs initiatives visant à promouvoir l'importation d'H2 vert depuis des pays tiers (Arabie saoudite, Chili, etc.) et à renforcer les possibilités d'exportation des entreprises allemandes ont été lancées. Les enchères doivent commencer avant la fin de l'année.

Le gouvernement a ainsi adopté le 22 septembre le projet d'ordonnance sur les coûts et les redevances d'accès aux réseaux d'hydrogène. Le règlement crée une base fiable pour le calcul des coûts de réseau qui sont financés par les opérateurs de réseaux d'hydrogène par le biais des redevances de réseau.

7. Un bilan mitigé de la protection des sols

Début septembre, le Conseil des ministres a adopté le 5ème rapport du gouvernement fédéral sur la protection des sols. L'un des axes principaux porte sur leur fonction comme réserve naturelle de carbone. Le rapport pointe, par ailleurs, une imperméabilisation élevée des sols, avec une consommation quotidienne de 52 ha en moyenne entre 2016 et 2019 pour l'habitat et les voies de transports, loin de l'objectif de moins de 30 ha que s'est fixé l'Allemagne d'ici 2030. Le rapport alerte également sur de nouvelles menaces environnementales, telles que les composés organiques fluorés.

8. Vers une stratégie nationale de protection des tourbières

Début septembre, le ministère fédéral de l'environnement (SPD) a présenté un projet de stratégie nationale de protection des tourbières. Principaux objectifs : contribuer à la protection du climat (via les puits carbone), à l'adaptation au changement climatique et à la préservation de la biodiversité. 7% des émissions de gaz à effet de serre proviennent en effet de la décomposition des tourbières asséchées. 2 Mds€ sont fléchés dans le paquet climat 2030 pour financer la ré-humidification des tourbières. Le projet doit encore être discuté en interministériel.

9. Stratégie forestière 2050

La ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner a présenté une stratégie forestière à l'horizon 2050. Principaux objectifs : adapter les forêts au changement climatique, mieux protéger la biodiversité, garantir la gestion durable des forêts et faire en sorte que la forêt reste une zone de loisir pour les citoyens. Un système récompensant les performances des forêts en matière de protection du climat – en particulier en termes d'absorption de Co2 - pourrait être mis en place. Cette stratégie a reçu un écho mitigé, notamment chez les écologistes et la gauche au motif que la stratégie n'était pas suffisamment précise, ambitieuse et trop fortement axée vers les intérêts à court terme de l'industrie forestière nationale. A contrario, l'association des propriétaires forestiers a salué cette stratégie (Source : Berlin Agro n°32).

10. Vote en faveur de l'expropriation des grands promoteurs immobiliers à Berlin

En parallèle des élections fédérales et régionales dans la capitale, les Berlinoises étaient appelés à se prononcer sur un référendum d'initiative populaire. L'objectif : exproprier tous les grands propriétaires immobiliers privés possédant plus

de 3 000 logements à Berlin ; lutter contre la spéculation immobilière et la hausse drastique des loyers dans la capitale (doublement en 10 ans), alors que 83% de la population est locataire. 240 000 appartements seraient concernés, soit 15 % du parc locatif. Deutsche Wohnen et Vonovia étaient particulièrement visés par l'initiative qui avait recueilli plus de 350 000 signatures. Toutefois, le résultat du référendum n'est pas juridiquement contraignant. Après l'annulation du gel et plafonnement des loyers à Berlin par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en avril, ce vote positif renforce la pression sur le Sénat de Berlin et pourrait peser sur les négociations de la prochaine coalition, alors que l'actuelle formation gouvernementale (SPD-Verts-Die Linke) pourrait être reconduite suite au scrutin régional.

TRANSPORTS

1. Discours de la Chancelière lors de l'IAA Mobility à Munich

Lors du salon automobile IAA Mobility, la Chancelière a critiqué l'état actuel de développement de l'infrastructure de recharge, en Allemagne mais aussi dans le reste de l'Europe. Elle a notamment soutenu l'industrie automobile en soulignant que celle-ci n'était pas une partie du problème, mais « avant tout une partie centrale de la solution ». Elle a été très applaudie lorsqu'elle a défendu le concept de neutralité technologique : l'électromobilité sera certes un pilier, mais l'hydrogène et les carburants synthétiques apporteront également leur contribution pour la protection du climat.

2. Daimler investit dans le fabricant de cellules de batteries ACC

Mercedes-Benz a annoncé fin septembre qu'il acquerrait une participation dans le fabricant européen de cellules de batteries Automotive Cells Company. La filiale de Daimler, qui investit 1 Md€ en fonds propres, prendra un tiers du capital de la cible, sécurisant ainsi son accès à des cellules et modules de batteries performants pour ses véhicules. Mercedes-Benz sera à parts égales avec son concurrent Stellantis et Totalenergies. L'objectif d'ACC est d'atteindre une capacité de production annuelle d'au moins 120 GWh d'ici 2030. L'entreprise n'a pas indiqué la part de la production qui reviendra à Mercedes-Benz, mais O. Källenius a déclaré que « cela couvrira une grande partie de nos besoins ». Cet été, le groupe automobile allemand avait annoncé qu'il construirait, aux côtés de partenaires stratégiques, 8 gigafactories de cellules de batteries dans le monde entier pour garantir à terme un approvisionnement en cellules de batteries d'au moins 200 GWh/an.

3. Pénurie de puces : fermeture d'une usine Opel jusqu'à début 2022

Le groupe Stellantis a annoncé fin septembre qu'il fermerait de début octobre jusqu'à début 2022 l'usine de sa filiale Opel à Eisenach en raison de la pénurie internationale de puces électroniques. La reprise de la production est clairement conditionnée à l'amélioration de la situation dans les chaînes d'approvisionnement. Stellantis est loin d'être le seul constructeur à être impacté par la crise : selon le cabinet Alix Partners, le manque à gagner de l'ensemble des constructeurs dans le monde s'élève à 210 Mds €. Ainsi, en Allemagne, Volkswagen, Daimler et BMW ont pris des mesures similaires, pour des durées jusqu'à présent plus limitées toutefois.

4. Actions en justice contre les constructeurs automobiles sur le fondement du changement climatique

S'appuyant sur la décision d'avril dernier de la Cour constitutionnelle fédérale sur le climat et l'arrêt Shell de mai dernier aux Pays-Bas, l'ONG Greenpeace et l'association de défense environnementale Deutsche Umwelthilfe (DUH) ont annoncé début septembre leur intention de poursuivre en justice les trois grands constructeurs automobiles allemands pour leur imposer « une réduction drastique des émissions de CO2 de leur véhicule ». La DUH a déposé une plainte contre BMW et une autre contre Daimler devant les tribunaux régionaux de Munich et de Stuttgart, après que les deux groupes avaient refusé de s'engager clairement à une sortie du moteur à combustion d'ici octobre 2030. Greenpeace aurait accordé un délai plus long au groupe VW, jusqu'à fin octobre, pour qu'il s'engage sur ses objectifs climatiques. Wintershall DEA, filiale de BASF, fait aussi partie des groupes visés par la DUH.

5. Hapag-Lloyd achète des parts du port Jade-Weser

Hapag-Lloyd, la principale compagnie maritime allemande, va acquérir 30 % des parts du port Jade-Weser à Wilhelmshaven, le seul port en eaux profondes d'Allemagne. Ces parts seront rachetées au concurrent danois Maersk, qui n'a pas atteint ses objectifs de rendement avec cet actif depuis sa mise en service en 2012 : en 2020, le port ne débarquait que 423k containers, loin de la capacité maximale de 2,7M containers. Les 70 % restants continueront d'être détenus par l'exploitant du terminal de Brême, Eurogate. Cette acquisition fait craindre à la ville de Hambourg un déménagement de certaines

escales vers Wilhelmshaven, d'autant plus qu'il y a quelques semaines, Hapag-Lloyd avait rendu publique une commande de plusieurs porte-containers de 23 500 EVP qui seraient surdimensionnés pour pouvoir entrer dans le terminal Altenwerder de Hambourg. Les ports allemands du Nord se livrent depuis plusieurs années à une rivalité intense. Néanmoins, un projet de fusion entre l'exploitant hambourgeois, HHLA, et l'exploitant brémois, Eurogate, est actuellement discuté entre les autorités municipales des deux villes hanséatiques.

6. Fin du soutien à l'huile de palme à partir de 2023

Après l'adoption par le Conseil d'une ordonnance révisée, le gouvernement fédéral a annoncé courant septembre qu'il cesserait son soutien aux biocarburants fabriqués à partir d'huile de palme à partir de 2023. Au lieu de l'huile de palme, le Bund ne soutiendra plus que les biocarburants avancés, c'est-à-dire ceux fabriqués à partir de déchets et de matières résiduelles comme le lisier ou la paille. Jusqu'à présent, les compagnies pétrolières pouvaient comptabiliser l'ajout d'huile de palme dans le cadre de leur quota de réduction des GES, quota juridiquement contraignant. Ce quota oblige les entreprises à réduire les émissions de leurs carburants d'un certain pourcentage. Ce quota doit passer de 6% de réduction actuellement à 25% de réduction en 2030. En Allemagne, l'huile de palme est le biocarburant le plus utilisé (20%) parmi ceux issus de l'alimentation humaine et animale. Le nouveau règlement doit entrer en vigueur le 1er janvier 2022.

7. Eté positif pour les aéroports allemands mais pertes sur l'année

Durant les vacances d'été, du 19 juin au 12 septembre, 28,6 M de voyageurs ont transité au

départ ou à l'arrivée par un aéroport allemand, soit 14,9 M de passagers de plus que l'été dernier. Cette amélioration en temps de pandémie ne permet toutefois pas de revenir aux niveaux antérieurs à la crise sanitaire : il y avait en effet à l'été 2019 deux fois plus de passagers. La fédération des aéroports allemands se réjouit de constater que la demande semble s'être stabilisée après l'été et souligne, qu'en dépit des mesures de contrôle sanitaire mises en place dans les aéroports, trois décollages sur quatre avaient pu être effectués à l'heure. Néanmoins, selon l'ADV, les aéroports allemands sont « dos au mur » sur le plan économique et, comme l'an dernier, devraient terminer l'année avec une perte d'exploitation de 1,5 Mds € (contre 2,1 Mds € en 2020 et un bénéfice d'exploitation de 800 M€ en 2019).

8. 12 projets sélectionnés pour renforcer les transports publics locaux

Le ministère fédéral des transports a dévoilé courant septembre les 12 projets retenus dans le cadre la ligne directrice de financement « Projets modèles visant à renforcer les transports publics locaux », destinée à soutenir les projets réduisant durablement les émissions de CO₂. Jusqu'à 250 M€ seront alloués jusque fin 2024 et les projets sélectionnés pourront être subventionnés à hauteur de 80% de leur coût – et même jusqu'à 95% en cas de complément des Länder. Les projets feront l'objet d'un suivi scientifique, pour évaluer leur potentiel de réduction du CO₂.

9. Lancement chaotique du permis de conduire numérique

Le ministre fédéral des transports, A. Scheuer (CSU), a annoncé fin septembre le lancement d'une version numérique du permis de conduire

qui peut être stockée sur un smartphone. Selon le ministre, la technologie est prête et pourrait « faciliter considérablement la vie quotidienne des automobilistes ». BMW et le loueur Sixt travaillent actuellement à des cas d'application qui pourraient être déployés dans les mois à venir. L'application du gouvernement fédéral, ID Wallet, a été mise en ligne mais des bugs importants l'ont rendue inopérante pour les utilisateurs et elle a depuis été supprimée pour une nouvelle publication espérée dans quelques semaines. Le ministre a également indiqué que ses services travaillent en parallèle « au niveau de l'UE pour que le permis de conduire numérique soit également reconnu comme preuve officielle, par exemple lors des contrôles de police ».

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

1. Reprise poussive de la production industrielle allemande

La fédération de l'industrie allemande (BDI) a abaissé ses prévisions économiques pour 2021, par rapport à sa dernière évaluation de juin. La fédération s'inquiète en particulier de la production industrielle qui n'a pas suffisamment redémarré au premier semestre. Celle-ci a même diminué de 1,2 % entre le premier et le deuxième trimestre 2021. Le BDI pointe les pénuries de produits intermédiaires, alors que les carnets de commandes continuent pourtant de se remplir. Toutefois, le BDI s'attend à une forte croissance des exportations de biens et services et des investissements dans les machines et équipements. Les échanges commerciaux avec les autres pays de l'UE et les Etats-Unis évoluent positivement, tandis que les exportations vers la Chine s'affaiblissent. Selon J. Lang, le directeur

général du BDI, les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, les coûts logistiques élevés et les différends commerciaux non résolus « obscurcissent le ciel économique ».

2. BASF mise une croissance en Chine, et se positionne sur les batteries

Le groupe BASF s'attend à une forte croissance dans les années à venir. Son nouveau site de Zhanjiang devrait devenir son troisième plus grand site de production dans le monde. BASF prévoit d'investir 8 Md€ sur ce site, les investissements devant culminer entre 2023 et 2025. Selon le PDG du groupe, M. Brudermüller, la Chine est le principal moteur de la production chimique mondiale, les deux tiers de la croissance du secteur devant provenir de cette région jusqu'en 2030. Le groupe place en outre de grands espoirs dans le secteur des matériaux de batterie, où il détient 10% de parts de marché, et donne pour la première fois des objectifs chiffrés : il vise 1,5 Md€ de CA d'ici 2023 et plus de 7 Md€ d'ici 2030. Le groupe investira ainsi de 3,5 à 4,5 Md€ sur ce segment entre 2022 et 2030.

3. Pertes importantes de fonds spéculatifs d'Allianz

Le groupe Allianz a indiqué mi-septembre qu'il envisageait « d'avancer la planification de la succession de son conseil d'administration ». Le Wall Street Journal et la presse allemande rapportent que l'Américaine Jacqueline Hunt, membre du conseil d'administration, négocierait un départ anticipé. Ces tensions font suite à la débâcle financière de la filiale de gestion d'actifs Allianz Global Investors dirigé par Mme Hunt. En effet, environ 25 investisseurs institutionnels américains ont intenté un procès à Allianz, lui

réclamant 6 Md€. Ils accusent Allianz d'avoir dévié de sa stratégie d'investissement initial après avoir constaté, au printemps 2020, des pertes massives sur leurs placements dans des fonds du groupe d'assurances. Si Allianz n'a pas encore constitué de provisions, le groupe a déjà dû émettre un avertissement sur bénéfices (*profit warning*).

4. Hella : baisse du chiffre d'affaires en raison de la pénurie mondiale de puces

En raison de la pénurie mondiale de puces électroniques qui crée des goulets d'étranglement chez les constructeurs automobiles, le conseil d'administration de l'équipementier automobile Hella a dû revoir à la baisse ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal en cours, de 6,6-6,9 Md€ à 6-6,5 Md€. L'équipementier français Faurecia, qui avait annoncé en août dernier qu'il acquerrait Hella, a dû également revoir à la baisse ses prévisions.

5. VW veut construire une usine de batteries en Chine

VW a annoncé ce mois-ci qu'il prévoyait de construire une usine de batteries à Hefei en Chine. Cette installation devrait permettre de fabriquer des batteries pour 150 000 à 180 000 véhicules par an. Le début de la production est prévu pour le second semestre 2023. Plus de 140 M€ devraient être investis au total. D'ici 2030, VW prévoit de porter à 40% la part de ses véhicules électriques vendus en Chine.

6. Merck veut accroître ses investissements dans l'électronique

Le groupe pharmaceutique et chimique Merck a annoncé vouloir investir plus de 3 Mds € dans l'industrie électronique au cours des cinq prochaines années. Plus de 2 Md€ seront dépensés pour des actifs de long terme. Merck s'attend en effet à un besoin croissant de matériaux électroniques, en particulier de semi-conducteurs, et souhaite donc accroître ses capacités de production. Merck a relevé ses prévisions de croissance pour sa division électronique et table désormais sur 3 à 6% par an, contre 3 à 4% planifiés initialement. Mais l'entreprise dit vouloir aussi miser sur la croissance externe sans préciser encore la nature de ses cibles. La société avait déjà accru son implication dans le secteur des semi-conducteurs en réalisant l'acquisition d'Intermolecular et de Versum en 2019.

7. Nouveau contrat entre Rheinmetall et la Bundeswehr

Rheinmetall a remporté mi-septembre un nouveau contrat avec la Bundeswehr visant à assurer la mise à disposition de logements pour les troupes en opération. Le contrat est d'une durée de quatre ans, avec trois options de prorogation d'un an. Rheinmetall a créé une entité dédiée pour mettre en commun ses ressources et capacités dans le domaine de l'assistance opérationnelle. Ces services, qui constituaient jusqu'à présent une tâche essentielle de la Bundeswehr, ont de plus en plus tendance à être externalisés. Les experts évaluent ce marché à 350 Md€ annuels dans le monde.

8. Les premiers projets allemands du PIIEC Cloud ont été sélectionnés

Le 15 septembre, après avoir reçu plus de 30 projets depuis le lancement du PIIEC (projet important d'intérêt européen commun) Cloud au mois de juillet 2021, le ministre fédéral de l'économie et de l'énergie Peter ALTMAIER a sélectionné les premiers les projets reçus. Ce dernier a annoncé que l'Allemagne souhaitait retrouver de la souveraineté concernant ses données. Les acteurs lauréats comprennent notamment des groupes tels que AP, Volkswagen, Siemens, le groupe Schwarz, Deutsche Telekom ainsi que de nombreuses PME pour un financement allemand de 750 M€ en provenance du plan de relance. L'achèvement des projets, dont la mise en œuvre devrait commencer au milieu de l'année prochaine, est prévu pour 2026.

9. L'autorité fédérale de cybersécurité va enquêter sur Xiaomi

Après les mises en garde des autorités lituaniennes, qui auraient détecté une fonction de censure intégrée dans des smartphones de la marque chinoise Xiaomi, l'Office fédéral de la sécurité des technologies de l'information (BSI) a dévoilé le 29 septembre qu'il débutait une enquête technique sur Xiaomi, alors qu'une semaine auparavant il s'est était montré dubitatif sur les accusations lituaniennes. Xiaomi, de son côté, a catégoriquement rejeté les accusations et annoncé un audit indépendant. Les autorités lituaniennes auraient ainsi détecté une censure automatique de termes tels que « Tibet libre » ou « Vive l'indépendance de Taïwan » sur les smartphones du groupe vendus en Europe. Ces suspicions interviennent alors que Xiaomi est

NUMERIQUE-
INNOVATION

devenu au deuxième trimestre le numéro 1 des ventes de smartphones en Europe.

10. Alliance stratégique entre Deutsche Telekom et Softbank

Début septembre, l'opérateur Deutsche Telekom a annoncé avoir conclu un partenariat stratégique avec le plus grand investisseur mondial dans la tech, le japonais Softbank. Les deux groupes indiquent vouloir investir en commun dans des startups et Deutsche Telekom veut offrir à ses 240 M clients de services d'entreprises investies par Softbank. Ce partenariat s'accompagne également d'un échange d'actions, qui permettra notamment à l'opérateur allemand d'augmenter sa participation dans l'opérateur américain T-Mobile US, de 43,2 % à 48,4 % ; tandis que Softbank détiendra 4,5 % de Deutsche Telekom, devenant ainsi le deuxième actionnaire du groupe, derrière l'Etat fédéral allemand. Dans le même temps, pour financer en partie l'acquisition de parts de T-Mobile US, Deutsche Telekom se délester de sa participation dans T-Mobile Netherlands, revendue aux investisseurs financiers Apax et Warburg Pincus. Deutsche Telekom a d'ores et déjà annoncé qu'elle ouvrirait son réseau de clients à 3 entreprises numériques investies par Softbank : l'entreprise de mobilité Tier, la fintech Revolut et la plateforme d'apprentissage Gostudent. DT envisage à terme de nouer des partenariats avec

20 à 30 participations de Softbank. Enfin, les deux groupes ont annoncé un premier investissement en commun, de plus de 50 M€ dans la startup de Cologne, 1nce.

11. La plateforme de livraison Getir veut embaucher 10 000 personnes en Allemagne

Deux mois après son lancement à Berlin, le service turc de livraison rapide de denrées alimentaires Getir a l'intention d'étendre rapidement ses activités sur la marché allemand. Le nombre d'employés devrait ainsi passer de 300 à environ 1 000 d'ici la fin de l'année et à 10 000 d'ici deux ans. L'opérateur devrait se déployer dans six nouvelles villes allemandes d'ici la fin de l'année. La startup, dont la valorisation est estimée à 6,8 Mds €, est la plus importante licorne turque. Elle opère sur le même segment que la startup allemande Gorillas qui est parvenue en quelques mois à ouvrir le marché allemand de la livraison rapide de denrées alimentaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : **Claire THIRRIOT-KWANT**

Rédacteurs : **Fabien BAUDELET, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Emilie MANCEAU-DARRIVÈRE, Esther GOREICHY, Antoine REBAUDIÈRES**

Pour s'abonner :

Pour se désinscrire :

Crédits photo :

berlin@dgtresor.gouv.fr

berlin@dgtresor.gouv.fr

©elxeneize